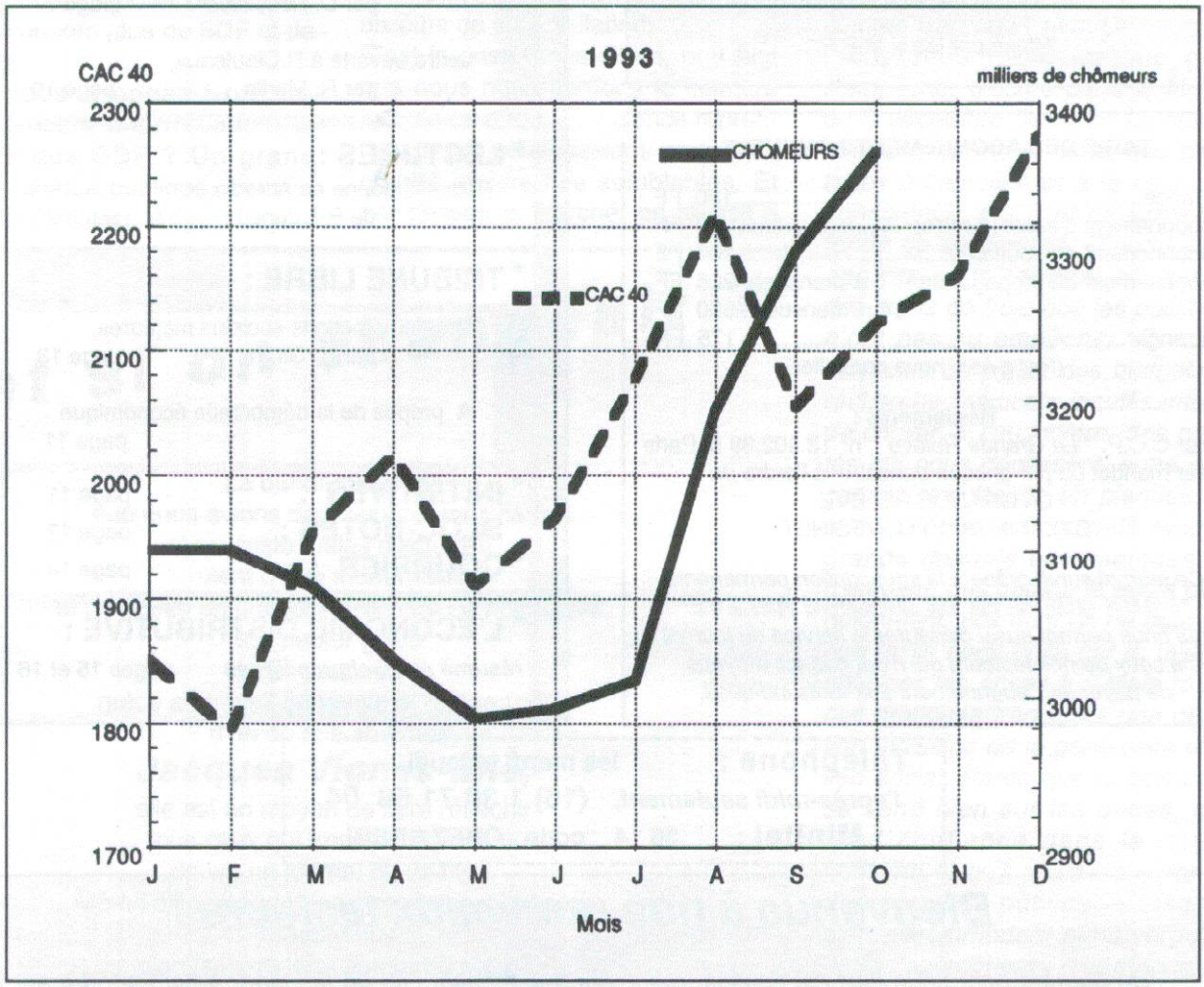
M 1669 - N° 930 - 12 F - février 1994 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



En 1993, on constate que le nombre de chômeurs en France a suivi à peu près les mêmes variations que celles des actions en Bourse (*indice CAC 40*). *sources : Ministère du Travail et Bourse de Paris*

Le chômage croit, les actions en Bourse aussi !

M 1669 - 930 - 12,00 F

service des abonnements :
BP 108
78110 Le Vésinet

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....130 FF
Abonnement d'essai (6 mois) ..... 70 FF
Abonnement de soutien.....200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels. 205 FF
10 n°mensuels. 350 FF
Etranger..... 175 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. *" La Grande Relève "*, n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 930:

* **ÉDITORIAL :**

Ce qui nous scandalise,
par M-L et J-P Mon page 3

Du travail ou de l'argent ?
par Jacques Duboin page 4

* **ACTUALITÉ :**

Explosion ou non ?
par A. Prime page 5

Lu, vu, entendu, page 8

* **RÉFLEXIONS :**

Progrès technique et chômage,
par D. Kessous page 7

Lettre ouverte à R.Clauteaux,
par R. Marlin page 10

* **LECTURES :**

Nouvelle donne en Arkadia,
de R-L Junod page 9

* **TRIBUNE LIBRE :**

Les deux foctions sociales majeures,
par R. Girard page 13

A propos de la démocratie économique
page 11

* **INITIATIVES :** page 11
* **BLOC-NOTES :** page 12
* **COURRIER :** page 14

* **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE :**
résumé en quelques lignes pages 15 et 16

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement, **(16) 1 30 71 58 04**
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est humainement et objectivement possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

———————————————————————————

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

ce qui "nous scandalise"

par M-L et J-P Mon

Dites-nous ce qui vous scandalise. Avec cette annonce, France Inter vient de lancer depuis quelques jours une grande campagne médiatique pour fêter en quelque sorte “l’appel du 1er février" lancé en 1954 par l’abbé Pierre.
Quarante ans déjà, les “trente glorieuses” sont passées par là et nous voilà revenus au point de départ, mais avec encore plus de SDF et de chômeurs!
Et que nous propose-t-on aujourd’hui encore pour résoudre le problème des SDF ? Un grand appel à la charité publique. Comme si nous étions au Moyen-Age ! Comme si notre société, capable d’envoyer des satellites, de construire un tunnel sous la Manche, de produire des millions de voitures, cette société qui ne sait plus que faire de ses excédents agricoles…et de millions de mètres carrés de bureaux neufs, était incapable de trouver quelques milliards pour subvenir aux besoins élémentaires d’un dixième de sa population!
C’est la crise, nous dit-on, et il faut que nous nous serrions la ceinture jusqu’à ce que la croissance reprenne. Et que nous fassions preuve de charité envers nos semblables. Et par dessus le marché, on réussit à nous culpabiliser : les Français donnent beaucoup plus qu’il y a dix ans (7 milliards de francs en 1992) mais beaucoup moins que les Anglais (33 milliards). Il ne faut pas en rester là, mettez vite la main à votre portefeuille !
Nous voici dans une société de dames patronnesses !
C’est tellement patent qu’un homme comme Bertrand Poirot-Delpech (de l’Académie française) ne peut s’empêcher d’écrire dans *le Monde* du 8 décembre dernier : *Le soir, la télévision prend le relais des chantages à l’émotion et à la mauvaise conscience, qui sont devenus son fonds de commerce. D’admirables apôtres nous rendent coupables des morts de froid que les politiques n’ont pas su empêcher. On nous demande de pallier des budgets de recherche médicale insuffisants, et de choisir, à l’audimètre, des priorités qui nous dépassent, entre sida, cancer et sclérose en plaques. En prime, il nous faut compatir avec les grands commis économiques qui n’auraient pas obtenu le poste qu’ils guignaient, eux dont on ne peut pas dire qu’ils aient brillé par le talent à anticiper les crises ! …Mais toutes ces pratiques traduisent une déviation malsaine de la générosité et du lien social. Parce que le bon cœur se vend bien sur les ondes, qu’il rend confiance dans la nature humaine et qu’il pallie les carences des pouvoirs publics — lesquels s’en accommodent sans vergogne et se l’approprient — la mendigoterie généralisée est en passe d’occuper une place centrale dans le fonctionnement du pays et dans les solidarités entre citoyens. Jusqu’où ira ce dévoiement ?…*»
Poirot-Delpech parle des économistes qui n’ont pas su anticiper la crise. Il y en a pourtant qui l’on fait depuis fort longtemps, mais personne, pas plus les media que les gouvernants, ne veulent les entendre. Faites-leur donc lire l’encadré de la page suivante :

...et si on changeait ?

La bande dessinée
que nous avions déjà publiée sous ce titre
et qui reste, hélas d'actualité,
vient d'être modernisée
et republiée en une jolie brochure de huit pages,
sur papier glacé.
Redessinée
grâce au travail bénévole et remarquable
d'un de nos abonnés,
Jacques Vignes-Elie,
elle est un moyen de faire réfléchir
tous ceux qui trouvent fastidieux
de lire un journal ou un livre.
Même si la période des étrennes est passée,
hâtez-vous
d'en faire cadeau autour de vous !
(voir en dernière page nos conditions d'envoi)

tous nos vœux

Très impressionnée par le nombre de cartes de vœux reçues en ce début d'année, je suis désolée de ne pouvoir y répondre individuellement.
*Mais je tiens à dire ici que le message «**Continuez, c'est le moment**» a été entendu. Nous ferons tout notre possible. Mais nous ne pouvons guère sans votre aide à tous. Souhaitons-nous donc mutuellement une année où les mentalités vont enfin évoluer dans le bon sens !*

Marie-Louise Duboin

«Du travail ou de l'argent ?»

par Jacques Duboin

Des milliers de chômeurs secourus demandent du Travail ! Des milliers de chômeurs non secourus demandent du Travail ! Des milliers de chômeurs partiels réclament du Travail ! Des milliers et des milliers de travailleurs qui, à 45 ans, ont perdu leur emploi, réclament du Travail, mais les patrons les trouvent déjà trop âgés…Pour les jeunes sortant des écoles professionnelles et non embauchés, on réclame du Travail …Pour les réadaptés, les mutilés, etc…on réclame du Travail…Pour les clochards, l'abbé Pierre réclame du Travail, car parmi ceux qu'il ramasse la nuit sur le trottoir, se trouvent des gens instruits qui supplient qu'on leur trouve du Travail.

Pourquoi espérer trouver du Travail quand les magasins et les marchés regorgent de marchandises ? Quand on solde et resolde des articles de tous genres ? Quand, dans le centre de Paris, on en offre bientôt sous toutes les portes cochères ? Quand, à la campagne, les greniers sont pleins, archi-pleins, les caves archi-pleines. Il existe tant de marchandises qu'on ne passe pas de commandes à certaines usines obligées de tourner au ralenti ou de fermer en licenciant leur personnel.

Pourquoi veut-on que les producteurs donnent du Travail ? Pour vivre ? Mais réclamons alors de l'argent pour acheter les produits dont on a besoin et qui existent.

L'économie d'un pays n'a jamais eu pour objet de fournir du Travail aux hommes, mais de leur procurer des produits pour vivre. Est-ce de notre faute si les produits abondent et que le Travail devient rare ? Inutile donc d'aller mendier de porte en porte du Travail qu'on nous refuse : ce qu'il faut exiger, c'est ***un revenu social*** *sans lequel le droit à la vie devient une plaisanterie de très mauvais goût. Le* ***revenu social****, c'est l'argent nécessaire pour exercer le droit à la vie ; c'est l'argent nécessaire pour acheter notre part dans une production qui réclame toujours moins de labeur. Est-ce notre faute si cette production n'a eu besoin ni de nos bras ni de notre intelligence ?*

Nous sommes tous les héritiers d'un gigantesque patrimoine accumulé grâce aux efforts de ceux qui nous ont précédés sur la terre. En conséquence, nous disposons d'un outillage puissant qui a produit toutes ces richesses qu'on ne parvient plus à vendre, et qui en produirait bien davantage puisque les machines sont infatigables. Le revenu social n'est donc que notre part individuelle dans l'usufruit de cet immense héritage collectif.

Quant aux salariés, pourquoi ne réclament-ils pas leur "revenu social" au lieu de la traditionnelle augmentation de salaire qui n'est plus qu'une illusion ? C'est qu'ils sont peut-être fiers de toucher aujourd'hui un salaire, mais sont-ils bien sûrs de le toucher demain ?

N'oubliez donc jamais que les travailleurs ne sont que les rouages d'une machine qui sera inventée demain*. Ainsi le veut le progrès dans notre vieux système économique des prix-salaires-profits. En effet, le patron ne peut embaucher que le personnel dont son outillage a besoin, donc pas un ouvrier de plus. Et la concurrence française ou étrangère l'oblige de perfectionner constamment son outillage, donc de n'embaucher que toujours moins de travailleurs. Est-ce que le procédé de fabrication le plus moderne n'est pas celui qui exige le moins de main-d'œuvre ? Il faut donc en finir avec ce douloureux paradoxe de l'homme capable d'inventer une machine qui travaille à sa place, mais incapable de travailler pour lui. Hâtons-nous donc de réclamer pour tous le* ***revenu social****.…*

On vous répond : où prendre l'argent ? Mais est-ce difficile d'en trouver pour faire la guerre, par exemple, celle d'Indochine ?

En réclamant et en obtenant le ***revenu social*** *pour tous les Français, sans distinction d'âge et de sexe, on rendra un immense service à l'Etat, car il sera obligé de transformer notre stupide système financier. Or cette transformation est nécessaire pour l'Etat lui-même puisque, comme la majorité des consommateurs, il est toujours à court d'argent. Voilà qu'il ne peut plus construire de logements,…Il manque d'argent pour construire des écoles, des hôpitaux…*

En obtenant le ***revenu social*** *qui permettra aux Français d'acheter toutes les marchandises produites par les Français, on sauvera les hommes politiques d'un ridicule qui les accable quand ils ignorent comment se procurer ces fameux "crédits", comme s'ils tombaient de la lune. Pourquoi manquent-ils quand on en a besoin ?*

Avec le ***revenu social****, on fait la conquête du bien-être matériel et de la quiétude du lendemain. On réalise la véritable révolution sociale que les progrès du XXe siècle rendent obligatoire. Inutile d'édifier ces vieilles barricades meurtrières qui ont fait partie des révolutions des âges révolus. Il suffit de comprendre que le revenu social est nécessaire, indispensable et urgent.*

Et quand vous l'aurez compris, pourquoi ne le feriez-vous pas comprendre aux autres ?»

Cet éditorial de Jacques Duboin dans *la Grande Relève* est du 27 février 1954. Il a quarante ans, comme l'appel de l'abbé Pierre. Il est resté d'une actualité brûlante. Depuis cette époque, la technologie a fait un bond fulgurant avec notamment le développement des techniques informationnelles, entraînant au passage des conséquences sociales incalculables, faute d'une transformation profonde de la politique économique.

Au 15 janvier 1954, on comptait 66.670 chômeurs. Le 15 janvier 1994, il y en a plus de 3 millions !

Et on n'a rien appris ? On fait semblant de croire que ce n'est qu'un accident et que dès que la reprise (qui est au coin de la rue,…) se manifestera, tout redeviendra comme avant ! Pour replonger vers quels abîmes ?

Jusqu'à ce que la misère généralisée ait fait éclore dans tous les pays des Jirinovski qui rétabliront le bon vieil ordre économique à l'aide de quelques guerres dévastatrices ?

Alors, messieurs et mesdames les journalistes, ce qui nous scandalise c'est que vous continuiez à cacher à vos lecteurs, auditeurs ou télévisionneurs qu'il existe d'autres solutions que la charité aux problèmes de notre temps. Vous êtes tous responsables d'une misère sans excuse !

Explosion ou non ?

par André Prime

Un début de moindre aggravation, a-t-il noté au vu des statistiques de novembre. Qui ça ? Balladur. A propos de quoi ? Du chômage.

Il faut sans doute ne fréquenter que les beaux quartiers et posséder une mécanique intellectuelle hors pair pour trouver une formule d'une telle subtilité.

Subtilité ? En réalité à base de malhonnêteté. Si, en novembre, le chômage n'a *officiellement* augmenté que de 0,1% (soit 3.200 personnes), on *oublie* de préciser qu'on a procédé à une opération de *déstockage* (sic) : environ 16.000 chômeurs âgés de plus de 55 ans ont été dispensés de rechercher un emploi et ne figurent donc plus dans les statistiques.

Par ailleurs, pour les fêtes, un nombre non négligeable de chômeurs ont trouvé un travail sur 2 ou 3 mois (livreurs, préparateurs, vendeurs, etc.). Et surtout, les patrons se sont tellement acharnés à licencier [1] depuis le retour de la droite au pouvoir qu'il n'est pas surprenant *qu'un début de moindre aggravation* se soit enfin produit. Il serait étonnant que cette constatation suffise à rasséréner Balladur en son for intérieur. Les *officiels* 3.285.700 de sans emploi - 300.000 de plus en un an; 12 % de la population active - doivent quelque peu troubler sa sérénité ; car s'il pense, comme tout le laisse croire, à la Présidentielle, il lui faut garder la cote pendant de nombreux mois encore. Et s'il n'a pas sérieusement *déstocké* les 3.285.700 chômeurs (3.361.000 en données brutes), ses chances seront minces. Ajoutons, pour faire bonne mesure, qu'il faut savoir que de juin à fin décembre 93, le nombre des RMIstes est passé de 632 .000 à 765.000. Or à 95 %, il n'y pas *d'insertion* : on a donc affaire à des sans-emploi.

Or toute la politique menée par Balladur jusqu'à ce jour prouve qu'il s'enfonce dans la crise économique et sociale. Il a *pompé* 100 milliards de pouvoir d'achat aux Français et l'on s'étonne que les ventes aient baissé de 2 à 3 % (17 % pour les voitures). La Communauté européenne - et notamment l'Allemagne, notre principal client - étant en crise également, les exportations, ce sur quoi comptait le gouvernement pour *"tirer"* la croissance, ne compensent pas la morosité intérieure.

Telle est la situation économique (croissance inférieure à zéro) et sociale (essentiellement dégradation des recettes) du pays en ce début de 1994. Perché sur le pic de sondages constamment favorables malgré cela (les Français ont-ils perdu tout jugement objectif ?), Balladur sent venir du grand large, les États-Unis (croissance 4,5 % au 4e trimestre 1993), un *frémissement* sur le plan économique ; et il a promis de stabiliser - stabiliser seulement - le chômage en 1994. Mais, comme l'a dit cyniquement Chirac (ou Pasqua) : *Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent*.

Alors, explosion ou non ?

***

L'E.D.J. du 9 au 15-12-93 a mené une étude sur les causes et les risques d'explosion sociale. Il nous a paru instructif de passer en revue quelques jugements et opinions.

. Serge Maury lance cet appel : *Réveille toi la France*». Il écrit : *Il n'y a pas de projet Balladur, de perspective Balladur, de dynamique Balladur, donc de politique Balladur*. Puis il évoque sa *pusillanimité face à la dépression qui s'installe*.

Il poursuit : *Balladur confie habilement le pouvoir réel à ses affidés… Salaires bloqués d'un côté, mais, de l'autre, possibilité d'empocher en un mois des plus-values de 15 % (privatisations par exemple). On concentre le capital ou on oriente l'épargne, non vers la création d'entreprises, mais vers le rachat d'entreprises existantes. Opération neutre pour l'emploi*.

Ajoutons qu'elle sera plutôt négative, car les nationalisées, une fois privatisées, accentueront les *dégraissages* au nom de la rentabilité-compétitivité.

. Nicolas Domenach cite un nouveau parlementaire CDS, D. Paillé : *Balladur a érigé habilement l'anesthésie en comportement permanent. ça peut réussir… s'il y a une reprise économique. Mais si elle n'est pas au rendez-vous, on n'évitera pas une explosion sociale*.

. Alain Touraine, sociologue, ne prévoit pas, lui, d'explosion sociale.- Les exclus : *On a peur qu'ils sortent un jour de leur tanière. C'est oublier qu'ils disposent d'une capacité de parole et d'organisation quasiment nulle. Le propre de la misère, c'est l'isolement. Or, sans action collective, point d'explosion sociale… Contre qui les exclus doivent-ils mener leur révolte ? Ils n'en ont pas une idée claire*. - Les syndicats : *Ces combats-là (du secteur public) n'ont aucun avenir. Ce sont des luttes d'arrière-garde perdues d'avance*.

Il voit moins encore une explosion sociale généralisée. *On ne reviendra pas en arrière. C'est vraiment un siècle qui s'achève*- Ce qui est à craindre : *Le climat de déprime dans lequel nous baignons qui est l'expression de l'absence de toute pensée….Il ne se passe plus rien… Nous sommes incapables de former des projets… On est là recroquevillés, frileux… La société est devenue incapable de penser et de préparer l'avenir*.

. Philippe Eliakim établit une balance : ceux qui craignent l'explosion (ou l'implosion selon le n° 2 de la CGC) et ceux qui n'y croient pas.

La France a peur… A en croire un sondage publié par la Tribune-Desfossés, 57 % de la population redoute que la hausse du chômage ne débouche sur des troubles graves. Le gouvernement est assis

sur une poudrière dit N.Notat, CFDT, *Il suffit d'une étincelle,* précise le sociologue H.Vacquin.

. Autre son de cloche : *C'est très tranquille dans le privé, on ne décèle pas les moindres prémices de révolte* se réjouit P. Guillaume, vice-président de l'UIMM, le patronat de la métallurgie. *Ça râle un maximum dans les ateliers, mais personne ne veut bouger, par peur de se voir licencié* se lamente J. Kiefer, CGT. *Le grand soir ? Mais vous savez bien que ça n'a jamais existé, ce truc-là* déclare le secrétaire général de la CGT-SNCF, P. Delanou.

Et P.Eliakim rappelle la réflexion de B. Bosson, ministre des transports, lors de la grande grève d'Air France :*Ce n'est pas une grève, c'est une révolte*. Simple révolte ? Il faudra donc aller beaucoup plus loin pour sortir de la situation actuelle, jusqu'à la prise de la Bastille. Souvenons-nous : lorsque la nouvelle de la prise de la Bastille parvient dans la nuit aux oreilles de Louis XVI, celui-ci murmure au duc de Liancourt, grand maître des cérmonies :*C'est une révolte*. Le duc, clairvoyant, rectifie *: Non sire, c'est une révolution*.

***

Le cri du pauvre monte jusqu'à Dieu, mais il n'arrive pas à l'oreille de l'homme écrivait Lamennais. Terrible constat de la part d'un prêtre qui, il est vrai, fut désavoué par le pape régnant. Quant à Dieu, il doit rester sourd au *cri qui monte* car on n'a jamais perçu son intervention pour dénoncer la surdité de ceux qui dirigent le monde, patrons et gouvernants, leurs serviteurs. A moins de considérer que les mouvements caritatifs soient une retombée (noble en soi, mais qui masque les vrais problèmes) du ciel !

Nous posons la question à nouveau : la société explosera (ou implosera)-t-elle ou non ? On a vu combien les avis divergent. Quelle peut être l'opinion d'un distributiste ? Pas plus que les autres, nous ne pouvons lire dans le marc de café. Par contre, nous lisons parfaitement l'analyse de J. Duboin : à terme, le capitalisme est condamné parce que structurellement de moins en moins capable de résoudre le problème production-distribution. Jusque là, dans les crises aiguës, il s'en était sorti par la guerre à grande échelle : 1940, Corée, Vietnam. Cette issue n'est plus praticable à l'heure actuelle. C'est vrai que la passivité de trop nombreux citoyens est un atout pour le capitalisme. Souvenez-vous : Pompidou pensait qu'avec un million de chômeurs, la France *exploserait*. En 1994, les exclus représentent 4 à 5 fois ce chiffre et il n'y a pas eu d'explosion. Il parait que Mai 68 - qui était une *crise de civilisation* et non du système - obsède Balladur, alors proche collaborateur de Pompidou. Si c'est exact, il ne fait pourtant rien pour conjurer ce qu'il craint. Sa seule chance était de saisir la proposition - qui venait de son camp - de réduction drastique du temps de travail, fut-ce par étapes, ce qui aurait permis de partager à nouveau le travail entre tous, ainsi que les gains de productivité : d'où augmentation massive du pouvoir d'achat global, partant de la consommation et donc de la production, objectif d'un patronat pleurnichard qui s'obstine à scier la branche sur laquelle il est assis.

Le projet des 4 jours/semaine semble bien enterré. A nouveau, on se rabat sur *la reprise*. Or une croissance zéro génère, grâce au progrès technique, 300.000 chômeurs. En 1994, un point, ou même deux points de croissance - inespéré - donnerait quoi ? 200.000, 100.000 chômeurs de plus par an au lieu de 300.000. Une *moindre aggravation* vraiment misérable, sans aucune résorption du chômage préexistant.

Nous ne sommes pas prophètes. Mais continuez comme ça, Monsieur Balladur, 1. vous réapprendrez vite que la roche Tarpéienne est proche du Capitole. 2. il n'est pas pensable que la société - et donc le pays - ne finisse par imploser ou exploser. A votre choix. Quand ? Comment ? C'est toute la question à laquelle nul ne peut répondre.

1. Chaque jour, on peut découvrir dans son journal qu'une, deux, trois firmes licencient.

Il n'est prophète qu'en son pays !

C'est de notre Premier Ministre qu'il s'agit. On sait qu'à une très forte majorité les Français sont mécontents de la politique suivie par le gouvernement mais qu'ils restent à plus de 60 % très favorables à M.Balladur. Comprenne qui pourra ! Contrairement à l'adage bien connu, le Premier Ministre est donc prophète dans notre doulce France.

Il n'en est pas de même à l'étranger, comme en témoigne le magnifique bide qu'a été son voyage en Arabie Saoudite. Se transformant en voyageur de commerce de choc, Balladur est donc parti le week-end du 8 janvier pour Ryad, escorté de quelques ministres (Léotard, Juppé et Longuet) pour signer, nous annonçait-on depuis quelques jours, un magnifique contrat de fourniture d'armements. C'était quasiment fait. Tant et si bien que dès le vendredi, les actions des entreprises liées à l'armement enregistraient de fortes hausses à la Bourse de Paris : le titre Thomson-CSF faisait un bond de 6,9 %, après avoir déjà progressé de 3,7 % la veille ; la CSEE voyait ses titres monter de 4,3 %, tandis que ceux de la SAT, de la SAGEM et de la SFIM gagnaient respectivement 4,3 %, 2 % et 3,3 %.

Las ! Le retour sur terre avec l'avion du Premier Ministre fut plutôt rude: aucun contrat ni aucun accord n'avaient été signés.

Rassurons-nous cependant, au cours du diner offert par le roi, puis de divers entretiens avec divers ministres saoudiens, *l'amitié franco-saoudienne et la concordance de vues entre les deux pays sur les principaux dossiers de la région ont été soulignées*. Heureusement aussi qu'il y avait des inondations en Camargue et que le Premier Ministre tenait à y aller pour assurer les sinistrés de sa sympathie. Étant en Camargue, il ne pouvait participer au journal de 20 heures de TF1 où il avait prévu de présenter les résultats de son voyage à Ryad.

Quant aux industriels de l'armement, qu'ils se consolent ! Ils vont bientôt retrouver de juteux marchés : si l'on en croit le Financial Times, les pays de l'ex-pacte de Varsovie réarment. Ils ont peur de la Russie.

J-P Mon

Progrès technique et chômage

par Djémil Kessous

Aujourd'hui plus que jamais, les causes profondes du chômage sont bien connues : la productivité de l'industrie excède largement la demande solvable des consommateurs ; ce phénomène, notons-le, était déjà mis en évidence dès le début des années 30 par Jacques Duboin. Cependant, durant deux bons siècles, il a pu rester masqué grâce à la croissance économique et à un nombre impressionnant de guerres civiles et militaires. Or, aujourd'hui, il se trouve encore, parmi les économistes orthodoxes, des irréductibles persistant à affirmer que le progrès technique n'est pas la cause du chômage, malgré les évidences chaque jour plus nombreuses. Au surplus, ils ne voient de panacée que dans la fuite en avant de la croissance (encore plus d'autoroutes, plus de voitures, plus de pollution, plus de guerres, etc.…).

Ainsi, un journal dont le titre même est une profession de foi *: L'Expansion* [1] consacre, sous la signature de Gérard Moatti, un dossier entier à un vieux thème cher aux classiques : *Non, la productivité ne tue pas l'emploi*, tel est son titre. *D'ailleurs,* écrit l'auteur, *keynésiens ou néoclassiques, tous les économistes vous le diront : la productivité, c'est la croissance. Et la croissance, c'est l'emploi plus la hausse du niveau de vie…Afin que la croissance française soit plus riche en emplois,* poursuit-il, *il ne faut surtout pas geler les licenciements* (que deviendrait la productivité, alors!), *mais lever les obstacles à l'embauche.* G.Moatti dénombre quatre obstacles dis-tincts : un niveau de formation insuffisant, (les jeunes diplômés, hyper-spécialisés, apprécieront), ensuite la mauvaise qualité du dialogue social, la résistance à la baisse de la durée du travail, et enfin le coût trop élevé du travail surtout pour les tâches peu qualifiées (les millions de salariés peu qualifiés… et trop payés, apprécieront)…

Plus récemment dans *Le Monde* [2] le grand économiste E. Malinvaud, théoricien reconnu du chômage, déclare :*Notre ambition serait de retrouver un taux de croissance de l'ordre de 3 %, peut-être un peu supérieur, s'accompagnant d'une augmentation de l'emploi de 1 % l'an, qui devrait provoquer une baisse de chômage au rythme de 0,5 % l'an grosso modo*…Malinvaud ne désespère pas, comme on le voit, d'un éventuel énième souffle du système… on peut toujours rêver…

Toutefois, un doute se fait sentir dans les propos de l'économiste car il admet que le progrès technique pourrait avoir *une responsabilité seconde et partielle* dans le problème du chômage.

Antoine Pinay, quant à lui, dans un entretien donné au *Figaro* [3] a perdu ses illusions *:Je n'ose pas le dire, mais il faudrait qu'on lutte contre le travail trop scientifique, qui supprime de la main d'œuvre. Le progrès scientifique a fait qu'actuellement les machines tournent toutes seules. Du coup, nous avons trop de main-d'œuvre*… Il n'osait pas, mais il l'a quand même dit ! Jacques Duboin avait déjà, en son temps, poussé le raisonnement de Pinay jusqu'à ses ultimes conséquences logiques en suggérant avec quelque malice, *qu'il fallait supprimer les pelles mécaniques et donner des petites cuillers aux maçons !*

Quoiqu'il en soit, la théorie classique et notamment la fameuse (et fumeuse) *loi des débouchés* de Say selon laquelle, quels que soient les gains de productivité, l'offre crée sa propre demande est, aujourd'hui plus que jamais, bien mal en point. Il faut qu'une chose soit bien claire de notre côté : nous sommes pour les gains de productivité, pour la fin des travaux pénibles, pour la suppression des secteurs non rentables, contre les infâmes petits boulots, pour la relève de l'homme par la machine… mais étant entendu que ce progrès doit profiter à tous et non à une poignée de capitalistes ; étant entendu que le peu de travail restant doit être partagé entre tous et non monopolisé par quelques-uns. Et si, cette chose-là, le système actuel est incapable de la réaliser, il faudra en trouver un autre. Si, par ailleurs, M.Jacques Chirac *ne comprend pas cette idée selon laquelle le fait de travailler moins permettrait de réduire le chômage* [4] nous sommes disposés à lui faire parvenir une documentation complète sur la question.

1. du 7 au 20 octobre 1993.
2.supplément économie, du 16-11-1993.
3. du 17/18 juillet 1993.
4. *Le Point* du 13 novembre 1993.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève

Bossé 200 - M. Rajain 80 - Princivalle 80 - J. Allemand 80 - E. Bidoit 30 - P. Mary 80 - Mme Deiro 180 - J. Legros 80 - Anonyme 5.000 - Mme Chartier 145 - Mme Lahens 300 - R. Savart 180 - M. Fournier 200 - B. Labbé 50 - M. Doubre 80 - R. Helfer 30 - F. Jule 50 - J. Le Dore 130 - J. Touraine 50 - M. Dosset 155 - Le Troter 680 - C. Logre 80 - Mme Kopinski 130 - J. Bourdette 180 - P. Dubal 280 - J. Emery 300 - Mle Lachapelle 180 - Bourrely 30 - E. Mathieu 80 - M. Delahaye 30 - M. Lherminez 80 - B. Lanza 50 - P. Bauge 50 - H. Druel 30 - P. Orliange 170 - L. Tissot 30 - R. Saillard 80 - P. Pollard 30 - R. Quicroit 30 - F. Quillevere 30 - A. Moreau 130 - A. Nahoum 380 - J. Renon 130 - G. Carle 80 - G. Finck 130 - Mme Cerf-Laudrain 130.

Total 10.710 F.

Merci à tous ! !

Logique capitaliste

1993 =

Croissance : zéro (ou voisine).
Chômage : 12 % (+ 2,2 points de la population active).
Bourse : + 22 % sur l'année.

* * *

L'intox, ça continue !

Dans notre précédent numéro, J-P Mon soulignait le travail de désinformation que poursuit *Le Monde* (et tant d'autres journaux !). Le correspondant de ce quotidien aux Etats-Unis, E. Izraelewicz, persiste dans sa façon trompeuse de présenter la situation économique aux Etats-Unis. Il publie (9-10 janvier) un nouvel article intitulé *Le chômage aux Etats-Unis a sensiblement reculé*. Lorsqu'on ne s'arrête pas au titre, on apprend que *les statistiques de 1993 confirment effectivement un phénomène souvent décrit : la disparition des emplois industriels stables, qualifiés, bien payés et accompagnés d'une protection sociale minimum, au profit des petits boulots précaires, mal protégés, à temps partiel et en général faiblement rémunérés. En dé-cembre, tous les emplois créés l'ont été dans les services où les salaires sont peu élevés : le commerce de détail, la restauration et les emplois de bureau temporaires. La reprise de l'emploi industriel amorcée en octobre et novembre ne s'est pas confirmée.* Ce qui fait craindre à un professeur d'économie de l'Université de Harvard que *cette situation n'empêche une relance de la progression de la productivité dans les services, condition indispensable, pour lui, comme pour la plupart de ses collègues, d'une croissance durable*.

* * *

Emploi - Achetez français!

J' ai tenu compte de la publicité télévisée :«Pour vos étrennes, achetez français». Pour ma petite-fille, nous avons sélectionné un jeu parlant de Nathan et pour mon fils un aspirateur mural rechargeable Black et Decker. Au déballage, stupéfait, j'ai constaté sur ces deux articles, la mention made in China. J'ai ainsi contribué modestement à créer quelques emplois… en Chine, et quelques chômeurs supplémentaires en France.

Courrier du Monde, 1er janvier 1994

* * *

Etats-Unis

En 1990, les 500 plus grandes entreprises américaines employaient 16,2 millions de salariés, contre seulement 11,8 aujourd'hui.

Le Monde , 6 décembre 1993

Soit 4,4 millions d'emplois supprimés. Quand les dirigeants - patrons et gouvernants - comprendront-ils qu'une nouvelle adéquation s'impose entre production et distribution ?

* * *

Le tertiaire

Les dernières statistiques font apparaitre une perte d'emplois dans le tertiaire de 0,7 %

Le Monde ,8 décembre 1993

Nous a-t-on assez seriné ces dernières années que le tertiaire était indéfiniment extensible et absorberait les travailleurs rejetés par l'agriculture et l'industrie !

* * *

Pas une aumône ??

A côté d'une annonce publicitaire pour Euro-Disney, *France-Soir Est* du 22-11 au 5-12-1993 publie une publicité pour l'Association AIRE qui a embrayé, il y a quelques années, sur l'idée de l'allocation universelle lancée par l'Association européenne BIEN dont nous avons, dès sa fondation, entretenu nos lecteurs. La nouveauté apportée par l'Association AIRE est d'avoir chiffré le montant de l'allocation universelle, si elle avait été instaurée en 1992, sans changer le système : *ce montant aurait été de 1.575 F. par mois, sans doute,* d'après *France-Soir Est* qui précise *qu'il ne s'agit pas d'un minimum vital…*!?

* * *

Automobile

L'observatoire de l'Automobile prévoit une poursuite de la baisse des ventes avec un recul de 3 % en 1994, après une chute de 17,3 % en 1993.

Mercédès : pertes de 2 milliards de marks sur les neuf premiers mois de 1993, les premières depuis la fin de la guerre. A la clé, 51.000 suppressions d'emplois.

Le Monde, 17 décembre 1993

* * *

Trop économique !

La VESTA 2 de Renault est une voiture tellement sobre qu'en 1987, pour transporter 4 personnes de Bordeaux à Paris, par l'autoroute, à plus de 100 km/heure, elle a consommé 1,94 l/100 km.

Séduite, Green Peace a voulu en encourager la fabrication. *«La voiture ne peut plus rouler et ne peut pas être remise en état»* prétendit la Régie. Usant d'un stratagème, l'association écologiste a pourtant réussi à s'en procurer une, prête à l'emploi, et à la présenter au Salon Automobile de Francfort !

Alors ? Les constructeurs PSA et Renault prétendent que le public ne veut pas de ces voitures économes et sobres. Ne serait-ce pas plutôt les lobbies du pétrole ?

Dans le même genre, on peut s'interroger en comparant la durée de vie des pneus des voitures particulières et des camions avec celle des pneus du métro (200.000km) et des avions, qui sont pourtant soumis à de bien plus fortes charges…

* * *

Mémé et les chars Leclerc

Elle n'a pas peur, par les temps qui courent, la mémé octogénaire qui se montre à la télévision après avoir gagné près de 60 millions au Loto. *La gagnante pourrait s'acheter 2 chars Leclerc,* commentait un journaliste. Cela nous a donné l'occasion de connaître le prix des chars Leclerc. Ça en fait des logements, des réfrigérateurs, etc.

entendu sur France 2, 4 janvier 1994

* * *

La drogue

Pablo Escobar est mort, mais le gouvernement colombien pense qu'il lui est impossible de récupérer sa fortune estimée à 2,5 milliards de dollars (en gros 15 milliards de francs).

Le Monde , 6 décembre 1993

Tandis que 35 millions d'Américains n'ont aucune protection sociale, l'argent de la drogue est blanchi par les banques du pays.

Les deux fonctions sociales majeures

par Rosan Girard

Jacques Derrida, grand philosophe français de renom, vient de faire paraître aux Editions Galilée un essai, sous le titre *Spectres de Marx*.
Dans ce livre que son auteur lui-même déclare *intempestif*, c'est de la réhabilitation d'une certaine pensée de Marx qu'il s'agit.
Au haut de la p.36 de l'Essai, il est écrit textuellement *Pas d'avenir sans Marx*. Il faut ajouter, pour bien traduire la pensée de l'auteur, *sans un certain Marx*, car l'auteur croit qu'il y a plusieurs Marx.
Jacques Derrida efface une honte, celle d'une Intelligentsia occidentale quasi-unanime qui, depuis trois ans, proclame sans état d'âme :*«que le communisme est mort et qu'il n'y a donc pas d'alternative à l'économie libérale capitaliste de marché.»*
Je tiens à rappeler, qu'à mon point de vue, le maître-concept de la pensée marxienne est celui de l'homme générique, l'homme qui, tout au début de la société humaine, du fait du faible développement des forces productives, associait tout naturellement son travail individuel à celui des autres membres de sa communauté, sans la médiation de l'Argent.
L'objectif fondamental que doit réaliser la Révolution, aux yeux de Marx, c'est de transformer les hommes aliénés et déshumanisés de la société devenue antagonique, en hommes génériques capables, consciemment cette fois, de récupérer toutes les forces individuelles retranchées d'eux, sous l'aspect de la force politique et de transformer toutes ces forces individuelles récupérées, en forces sociales de solidarité et de fraternité. L'Homme générique doit pouvoir de nouveau associer son travail individuel à celui des autres membres de sa communauté, sans la médiation de l'Argent-capital.
Faire la Révolution selon Marx, c'est donc essentiellement faire disparaître le salariat, l'achat et la vente de la force de travail.
Toute société humaine se ramène à deux fonctions sociales fondamentales : la fonction de production et la fonction de consommation. Cette dernière fonction, le mode de production capitaliste est incapable de la garantir suffisamment et continuement et c'est ce qui provoque les crises périodiques de récession.
Mais comment accomplir, dans la nouvelle société planétaire post-capitaliste future, la fonction de consommation, si le travail n'est plus rémunéré ?
Le plus simplement et le plus logiquement du monde. Voici : le montant total annuel de la valeur des richesses produites par le travail collectif étant connu, la société met en circulation, aux mains de tous les individus existants - travailleurs et non travailleurs - un montant total annuel de crédits de consommation correspondant. A la base, il y a un crédit individuel minimum social de consommation octroyé aux individus sans formation et sans qualification.
* Ce crédit individuel minimum social de consommation, suffisamment important pour permettre une vie aisée, est multiplié un certain nombre de fois, selon la formation et la différente qualité sociale de chaque travail individuel. Les capitalistes propriétaires des grands moyens collectifs de production sont expropriés sans indemnité. Toutes les entreprises de production et de services sont dévolues en nue-propriété cédée gratuitement à tous ceux qui les font fonctionner en commun. Pour leur création, leur fonctionnement et leurs investissements, les entreprises coopératives de production ou de services reçoivent de la société, des crédits, dont elles ne sont tenues de rembourser que les trois quarts. Elles ne sont pas autorisées à réaliser de bénéfices inutiles. Elles fixent librement leurs prix dans les limites du crédit qu'elles ont à rembourser au plan des seules écritures comptables. Elles demeurent en concurrence positive entre elles, ce qui est un facteur de créativité.
Le salariat est supprimé. La monnaie réelle circulante thésaurisable, ayant une valeur, disparaît. La classe capitaliste exploiteuse et la classe salariée exploitée, disparaissent. La société est devenue non-antagonique et le rôle de l'État n'est plus de gérer les intérêts dominants.
Sur la base matérielle des nouveaux rapports de production socialistes, puis communistes, l'action de chaque conscience individuelle sur elle-même, peut enfin parvenir progressivement à réaliser le stade ultime de l'émancipation humaine : la recréation de l'homme générique restitué à son humanité et à la fraternité, dans une démocratie réelle et une liberté réelle, dans les seules limites de la nécessité.

*** NDLR. Ce paragraphe n'engage que son auteur.**

Nouvelle donne en Arkadia

Dans un pays, hélas imaginaire, mais qui se veut aux Etats-Unis, **Roger-Louis Junod**, abondanciste convaincu de longue date et romancier suisse réputé, imagine que les chômeurs se révoltent brusquement d'être condamnés à la misère alors que leur gouvernement stocke ou détruit en masse les biens de consommation qu'ils ont eux-mêmes produits mais que personne n'a plus les moyens d'acheter. La révolte pacifique place ainsi au pouvoir un distributiste qui, du jour au lendemain, alloue à chacun un revenu substanciel et indépendant du travail fourni…

L'auteur, qui n'hésite pas à se référer au Jacques Duboin de 1936, ne rentre pas dans les détails de la nouvelle organisation, mais il s'attache à montrer quel changement d'existence ce renversement politique apporte à ses personnages très américains. La plume est très alerte, procédant par flashes pour faire défiler, en quelques dizaines de pages, mais avec beaucoup de réalisme, la vie de plusieurs générations.

Ce livre n'a qu'un défaut : il fait rêver…Espérons que le talent de son auteur fera aussi réfléchir !

Ce livre sortira en février 1994, par les soins de la librairie
l'Age d'Homme
5 rue Féron,
75006 Paris

Lettre ouverte

A Rodolphe Clauteaux, directeur de la "Tribune libre" des États Généraux des chômeurs et de l'emploi,

Cher Monsieur,

Au cours de la réunion du 20 décembre 1993 en la salle de la Libre Pensée à Paris, vous avez fait état de votre condition d'ancien cadre supérieur licencié pour raisons économiques. Vous avez mentionné différents épisodes de votre vie qui vous ont conduit à survivre en faisant des piges pour l'*Autre journal*, mensuel d'intellectuels dont Marguerite Duras est le chef de file. Vous avez indiqué que le nombre de lettres reçues par cette publication après la parution de l'un de vos articles vous avait finalement amené à créer la *Tribune libre.* Cet organe, dont 4 numéros sont déjà parus, est vendu par les responsables de vos comités locaux et autres sympathisants. Il serait écoulé à 15.000 exemplaires, ce qui semble beaucoup pour un journal parfaitement inconnu du grand public. Disons qu'il serait tiré à…

1. Mais tout cela vous honore puisque c'est la démonstration de votre capacité de réaction dans des circonstances pénibles à vivre : celles du chômage. En somme vous avez démontré, par votre exemple, que les chômeurs peuvent vraiment créer leur propre existence, si l'on peut qualifier ainsi votre activité. Vous avez donc, en un sens, donné raison à certains politiciens, disons de droite, qui estiment qu'il y a là un "gisement d'emplois" trop peu exploré. Je crois que nous serons d'accord pour penser que, de même qu'il y a de faux chômeurs de différentes sortes, de même ceux qui sont capables de se sortir de leurs ennuis à votre manière, sont tout à fait minoritaires, j'entends cela pour les deux espèces. Il n'y a donc pas là des pistes permettant d'envisager d'abaisser significativement le nombre de plus de 3.200.000 chômeurs, au sens du BIT, actuellement observé.

2. Je dois vous avouer, aussi, Cher Monsieur, que la prolifération du nombre actuel des journaux ou prétendus tels, qui fleurissent sur le macadam, dans les rues et dans le métro, me gêne un peu. A part un article signé L.Gilot, leur contenu est souvent insignifiant et ils ne sont pas de nature à donner à l'opinion une bonne image de leur milieu, ni à contribuer au règlement du problème de la précarité en général. Leur seul intérêt, et à cause de cela je ne les condamnerai pas, est de fournir quelques subsides à des défavorisés et à ceux qui ont choisi ce moyen de les soutenir, si ils ne profitent pas d'eux.

Vous le savez, nous ne sommes pas, ici, des admirateurs forcenés du *Syndicat des Chômeurs*, du mensuel *Partage* et de leur animateur M.Pagat. Néanmoins, étant donné que *Partage* organise depuis plusieurs années, et encore en janvier 1994, des États Généraux des Chômeurs, j'estime, bien que vous pensiez que l'expression États Généraux est tombée dans le langage courant, qu'il ne convenait pas que vous l'utilisiez, en toute connaissance de cause, en introduisant donc une confusion volontaire avec l'autre groupe que vous voulez, dites-vous, ignorer, mais que le public connaît, que vous le désiriez ou pas. D'autre part l'on sait que *Partage* est soutenu énormément par l'Eglise catholique. C'est son droit. Mais il ne s'en vante pas et cela l'amène à prendre, sur le chômage, des positions conformistes. Ainsi, comme vous, mais j'ignore s'il y a un lien aussi de votre côté, Maurice Pagat et l'Eglise ne cessent de mettre en avant la thèse de l'identité sociale qui ne pourrait être acquise que par le travail rémunéré. Je soutiens, pour ma part, que si l'homme peut trouver une satisfaction dans le travail qu'il aime, il existe un certain nombre de tâches contraintes qui sont sales, repoussantes, épuisantes, dangereuses et même mortelles où le travailleur ne peut, en aucune façon, s'accomplir. Il se trouve aussi beaucoup d'autres activités payées et c'est la majorité, qui sont simplement ennuyeuses, lassantes, décourageantes, répétitives, indignes d'êtres pensants. Est-ce là la dignité du travail ? Heureusement la machine, puis l'automatisation, les font disparaître progressivement, comme la peinture au pistolet ou la mine dans la première catégorie ; la distribution d'essence ou le poinçonnage des tickets de métro dans la seconde. Mais les réactionnaires de toutes tendances qui ont intérêt à une main-d'œuvre abondante, donc soumise, ont toujours su donner mauvaise conscience à la piétaille vis-à-vis de l'emploi.

Les chercheurs fanatiques d'occasions de travail salarié ne préconisent-ils pas ce qu'ils ont réussi aux États-Unis et au Japon, notamment le retour des petits boulots et, pourquoi pas, la réapparition des domestiques à plein temps, et à tout faire (!) du temps jadis ?

4. Un à-côté de cette tendance consiste en la résurgence d'une vieille nostalgie de l'artisanat, du *fait à la main* du temps passé, du petit commerce et du *raccommodeur de faïence et de porcelaine*. Ce temps, qui ne manquait pas de charme, est révolu. Pourtant l'homme ne parvient pas à admettre l'idée que la machine et le robot peuvent faire mieux que lui la plupart des opérations et même celles qui nécessitent une certaine intelligence répétitive. Ce regret romantique est donc populaire et même populiste, un brin démagogique. Vous n'en êtes pas exempt, cher Monsieur. Bien que le commerçant de proximité puisse rendre des services, la pression à la baisse due à l'économie d'échelle justifie, dans la plupart des cas, le super ou l'hypermarché, de préférence au petit épicier du coin qui vend peu et cher, qui n'est pas mécanisé, donc peu efficace, qui se perpétuera ainsi que ses collègues bouchers, charcutiers, tailleurs, parfumeurs, libraires, etc. pour certaines ventes bien précises et certaines modalités, mais qui fera place à mieux équipé que lui pour la plus grande partie des services. L'envie de contact direct, de conversations, d'échanges conviviaux subsiste, bien entendu, et pourra se faire ailleurs : dans les cercles de jeux, de rencontres ou de réunions, dans des mini universités, des cours, des sports de toutes sortes. On peut le regretter, c'est ainsi.

5. Les automobiles que la plupart critiquent, celles des autres surtout, continueront à être construites en grande série, pour être accessibles au plus grand nombre. Elles seront de plus en plus économes en énergie et en matières premières. Elles ne seront plus jamais fabriquées à l'unité. Il en est ainsi de tous les produits industriels.

Si nous désirons qu'en économie distributive, le temps de travail obligé diminue de plus en plus pour faire place aux loisirs et au travail choisi, il faudra bien que nous utilisions des gains de productivité croissants. C'est, il faut le reconnaître, l'un des apports les plus décisifs du système capitaliste que d'avoir lancé la société dans cette direction. Ce serait, à mon sens, une grave erreur que de vouloir geler la capacité d'innovation du cerveau humain dans ce domaine. L'économie que nous désirons devra évidemment respecter l'écologie terrestre conçue raisonnablement et non comme le retour à la vie primitive que certains prônent, mais qu'ils refusent pour eux-mêmes. Elle tiendra compte des rythmes biologiques fondamentaux, mais ne saurait ignorer la tendance forte

de la race humaine observée au cours des siècles : obtenir plus de satisfaction pour moins de travail. Si elle ne le faisait pas, elle ne saurait s'imposer.
6. Enfin, cher Monsieur, je vous ferai une dernière remarque, peut-être la plus importante. Vous n'avez pas de doctrine ou de théorie, avez-vous dit. C'est certainement la nécessité de *ratisser large* qui vous fait parler ainsi. Pour moi, même au temps où, parait-il, les doctrines et les idéologies sont mortes, c'est grave. Allez-vous soutenir la plupart des initiatives ? Le tout et le contraire du tout ? Le téléthon du chômage alors que les maladies génétiques, quoique catastrophiques, ne sont pas les plus répandues, ni les plus redoutables? Allez-vous vous livrer aux contorsions hystériques des économistes et des politiques traditionalistes pour découvrir des emplois là où ils disparaissent de plus en plus à cause du système ?

Vous m'avez demandé si j'étais chômeur, étant entendu que si je ne l'étais pas, je me trouvais dans l'incapacité de les comprendre. Et bien, cher Monsieur Clauteaux, je ne pratique pas de travail salarié. J'ai donc le temps de *travailler* pour la GR avec toutes les activités que cela suppose et elles sont nombreuses, quelquefois même trop. Sans compter d'autres *travaux*, notamment pour les Citoyens du monde où j'ai quelques responsabilités et puis des *"ravaux* personnels et un peu d'activité sportive. Croyez-moi, cela remplit une vie et je ne me sens ni indigne, ni dépourvu d'identité sociale. Seulement voilà, je suis retraité et je dispose de revenus à peu près acceptables. En somme, je vis, déjà, en économie distributive. Et je souhaite que beaucoup d'autres personnes puissent aussi le faire. Cela ne démontre-t-il pas que c'est le revenu et non l'emploi qui rend la condition humaine vivable ? C'est pourquoi vous devriez inciter les chômeurs à réclamer de l'argent et pas obligatoirement du boulot. Mais pour comprendre toutes les implications de cela, il faut avoir un peu réfléchi aux questions économiques…
Vous avez, dites-vous, une grande capacité d'apprendre. Je vous souhaite de prendre connaissance de l'économie distributive. Vous comprendrez que là réside le moyen d'éviter des aggravations encore plus énormes du chômage.
Ce sera mon dernier vœu avec l'assurance de ma considération humaniste.

René Marlin

Nous avons récemment demandé que des lecteurs se présentent et disent quelles initiatives ils se proposent de prendre pour nous servir de correspondant dans leur région.
Voici une des réponses à cet appel :

Ni causeur, ni écrivain si peu que ce soit, je me propose simplement de servir de lien, de trait d'union, prêt à assumer le travail matériel qui en découle, partisan convaincu des thèses de J. Duboin, je suis tout aussi convaincu qu'il faut être unis - au moins reliés - pour être forts et efficaces. Retraité, mobile, si ma proposition est utile, retenez-la, s'il en est d'autres, tant mieux, je me joindrais à elles.

G.C., Amiens

***

Un calcul tout simple

Un de nos abonnés a fait paraître dans Ouest-*France*, une démonstration un peu mathématique peut-être, mais expliquant simplement que même la réduction du temps légal de travail, est une inanité si on ne sort pas du système. Voici son calcul :
Raisonnons sur une entreprise de 100 salariés travaillant 39 heures par semaine pour un salaire mensuel moyen de 8.000 F. par salarié. La réduction de 39 à 32 heures correspond à une chute de 18 % du travail hebdomadaire. Pour obtenir la même quantité de travail global pour une production identique, soit 3.900 h. hebdomadaires il faut 3.900 : 32 = 122 salariés , soit 22 supplémentaires.
Si l'on admet, chiffre avancé la plupart du temps, une baisse de salaire de 10 %, on obtient une charge annuelle, avant la réduction du temps de travail, de 9.600.000 F, et, après, de 10.540.000 F, soit 940.000 F de charge supplémentaire, en augmentation de 9,8 %. Bien entendu, si on imagine une réduction du temps sans baisse de salaire, l'augmentation des charges est encore plus importante.
Or, si les charges salariales augmentent, le prix de revient des produits augmente. Alors, soit on réduit les marges afin de ne pas modifier les prix de vente, dans ce cas c'est l'entreprise qui voit sa capacité d'autofinancement réduite, et par conséquent, son développement, d'où perte pour l'économie. Soit on maintient la marge, donc on augmente le prix de vente, alors le pouvoir d'achat des salariés dont le salaire a diminué, baisse encore plus. La consommation est réduite, ce qui tend à freiner la production.
Dans les deux cas de figure, c'est un nouveau chômage incident qui résulte. Et pour réduire ce nouveau chômage, il faudra réduire encore le temps de travail. On reprend alors le raisonnement au début …et on arrive à la même conclusion… jusqu'à l'absurde !
Dans mon hypothèse, ajoute notre correspondant, je ne fais pas intervenir d'éventuelles améliorations de productivité par une évolution des techniques, car dans ce cas, sans doute, il faudrait encore réduire le temps de travail pour maintenir l'emploi…
Cette voie est donc sans issue. C'est, par essence, un "cataplasme sur une jambe de bois", qui a pour objectif de camoufler momentanément le chômage.
(envoi de G.G., Chantonnay)

***

Vivre décemment

Un autre correspondant résume la situation par ces mots, dans *Fragments-Diffusion* :
«Avec les ressources accrues grâce à l'automatisation, on pourrait payer tout un chacun non pas à ne rien faire, mais à vivre décemment en développant tous ses talents au service et pour le plus grand bien d'une société devenue plus riche en humanité».
(envoi de B.L., Lyon)

***

Profitant d'un colloque

La Fédération des Libres Penseurs des Alpes-Maritimes a organisé un colloque sur les problèmes d'actualité, à Nice, le 13 octobre 1993.
Le Président Georges Campos y a fait distribuer *la Grande Relève* et a expliqué notre position sur la question brûlante du chômage.

***

abonnés, à vous de jouer!

Nous mettons à votre disposition une copie de l'éditorial signé Jacques Duboin, du 27 février 1954 et reproduit ci-dessus p.4. Vous pourrez ainsi l'envoyer à vos journaux habituels. En demandant qu'ils le publient...

bloc - notes

Karaj samideanoj,

La Frakcio por Distribua Ekonomio (SAT) memorigas vin : La 49a SAT Amikara Kongreso okazos en Baugé (49) de la 2a gis la 4a de april 94. Kadre de tiu kongreso ni povos discuti pri la estonteco de la Frakcio, ankau pri modernaj rimedoj por disvastigi niajn ideojn.

Bonvolu transvoki tiun inviton.

Dankon.

Amike R. Ballaguy

Communiqué

Le Comité parisien de la Coordination Européenne des Femmes, devant les atteintes fondamentales portées par le gouvernement aux acquis des salariés en général et des femmes en particulier, **proteste** contre la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, ainsi que contre la proposition de loi concernant l'allocation parentale de "libre choix".

Comité Parisien de la CEF
4, Square St Irénée, 75011 Paris
téléphone 48054986.

René Villégier,
47, chemin de Join,
Saint Innocent,
73100 Aix les Bains,
recherche
"De la crise économique
à la guerre mondiale"
de Henri Claude, Editions OCIA
1945.
Quelqu'un peut-il
l'aider ?

A CEUX QUI NOUS SOUTIENNENT

Rappelons à nos abonnés que *La Grande Relève* est distribuée par les NMPP. Ils peuvent donc l'acheter chez leur libraire. C'est une bonne occasion pour en discuter avec lui, et d'utiliser l'exemplaire supplémentaire pour le donner (ou le vendre) à un nouveau lecteur…

R.Marlin

Dans le numéro 929 de la GR, page 13, nous avons titré *Témoignage d'un prêtre* les propos de D.Weichel. Ce dernier nous demande de rectifier en *Témoignage d'un catholique pratiquant*.. Dont acte, avec nos excuses.

associations et revues

*

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*

a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse
livres et journaux
distributistes en Belgique.

L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

E D E N
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d'une **E**conomie **N**ouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

RÉSISTANCE
à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"

103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste

5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Certaines de vos analyses sur la crise actuelle nous mettent en garde, à juste titre, contre les dangers que nous encourons face à la recrudescence de l'extrême-droite. Vous faites allusion à 29 et à sa conséquence pour l'Allemagne : l'avènement d'Hitler au pouvoir. A mon avis, il est nécessaire de faire une mise au point.

Les nazis n'ont pas eu la majorité en 32. En janvier 33, Hitler a été mis en place, pouvant ainsi mettre en pratique sa sinistre politique. Ceux qui ont mis en place la peste brune, ce sont les grands bourgeois, ces barons de l'industrie, tel Krupp, qui, lors de son procès en 47, à qui l'on demandait pourquoi ils avaient choisi Hitler, a répondu qu'il fallait être logique, car celui-ci proposait de l'ordre et des commandes (réarmement oblige). Résultat, de 33 à 39 les salaires allemands n'ont pas bougé, à la différence des cadences. Par contre les bénéfices des entreprises allemandes, pour la même période, ont été multipliés par 100 (pour certaines, on imagine dans quelles circonstances); on voit ainsi à qui sert l'extrême-droite et à qui elle profite…

Il serait peut-être nécessaire de se poser la question de savoir dans notre société qui détient réellement le pouvoir : sans aucun doute la bourgeoisie, avec son système économique et ses deux appendices politiques : la droite pour qui gouverner est tout naturel et la gauche dont le rôle n'est pas de gouverner (en dix ans la gauche a montré son vrai visage) mais de mystifier la classe ouvrière par des mots d'ordres mobilisateurs comme le partage du travail, la solidarité, la lutte anti-raciste, l'environnement, mais sans remettre en cause le système d'exploitation que l'on subit.

L'extrême-droite est la bouée de sauvetage des privilèges de la bourgeoisie (le Chili en est un exemple). Il serait intéressant de savoir en ce moment qui finance ses mouvements ?

Dans la presse écrite ou parlée, les thèses de l'extrême-droite sont toujours représentées. En 93, dans l'émission ***Envoyé spécial****, il y a eu tout un reportage sur le Front National en France…Apparaissent toujours les slogans : patrie en danger, mettre les chômeurs au travail, les étrangers dehors, comme s'il s'agissait d'un conditionnement. Par contre, dans cette même presse, aucune trace (sauf parfois dans le courrier des lecteurs) des idées qui ont pour but de soulager l'humanité de siècles d'exploitation.*

A quand une émission style "La marche du siècle" consacrée à l'allocation universelle, à la dissociation du revenu et du travail? On n'en est pas à la veille car dans ce milieu, les idées révolutionnaires riment avec joyeux utopistes ou avec terrorisme. Il est vrai que la chute du mur de Berlin a regonflé le moral de nos élites, toute la presse n'avait pas de mots assez élogieux pour glorifier la "victoire" du marché (mot pudique pour désigner le capitalisme, de nos jours ne serait-il plus présentable ?) sur le communisme (mot dont le sens a été dévoyé par Staline et sa clique). Avec une telle mise en condition … il n'y aura plus qu'à trouver le "sauveur providentiel".

Pour sortir de la crise …il devient urgent de montrer à tous ceux qui sont exploités qu'il est temps qu'ils prennent conscience de leur force pour mettre en place une société dans laquelle la seule économie en vigueur serait celle qui permettrait la satisfaction du bien-être de l'humanité.

La tâche sera rude car dans les esprits, le ver est dans le fruit. La société de consommation opprime l'individu en lui faisant aimer son oppression; tant qu'un chômeur pensera que son sort est dû à la fatalité et que pour beaucoup un billet de loterie est la seule chance pour l'avenir, il y a du pain sur la planche. Il est temps que les opprimés se réveillent et qu'ils cessent de mettre leur sort entre les mains de ces "élites" politico-économiques qui n'ont qu'un seul but, faire durer un système qui les nourrit.

Pour que ce réveil s'effectue, une plus large diffusion, notamment des idées de la Grande Relève et de tous autres groupes poursuivant les mêmes buts, devrait s'opérer car j'ai déjà remarqué que face aux problèmes actuels, bon nombre de personnes semble dans une impasse et quand on leur présente des idées telles que l'allocation universelle, moins de travail, dissocier le revenu du travail, abolition du salariat, monnaie non thésaurisable, consommer ce qui est produit, l'économie au service de l'homme, elles sont toutes surprises que de telles idées existent et se demandent pourquoi on n'en entend jamais parler.

Moi-même j'ai découvert la Grande Relève par hasard en demandant un numéro spécial à une revue belge "la revue nouvelle" consacrée à l'allocation universelle. Pas grand-chose, il est vrai, seulement deux lignes dans un historique. Mais les ruisseaux ne font-ils pas les grands fleuves ?

J. Le R., Hombourg

Jean Bourdette, dont nous avons déjà publié beaucoup d'articles nous reproche de ne pas avoir compris qu'il existe une différence irréductible entre professions à employeurs et professions à clientèle et nous demande d'expliquer comment seront rémunérés en économie distributive, les commerçants et artisans, les artistes et les sportifs professionnels, les professions libérales, etc… Enfin, il nous invite à prévoir dès maintenant des sanctions pénales contre les tricheurs.*

Réponse : Effectivement, nous ne faisons pas une distinction essentielle entre professions à employeurs et professions à clientèle, surtout en économie distributive.

Notre correspondant prouve par ses reproches qu'il n'a guère réfléchi à notre propositon de **contrat civique**. Répétons donc encore que le contrat civique, qui sera **débattu en public**, sera l'occasion de juger, et par conséquent de tenir compte, du mal que se donnera un individu pour mettre ses qualités au service des autres.

C'est à nos yeux cette distinction de **service aux autres** qui est la plus importante à faire.

Quand la **démocratie économique** sera enfin installée, grâce à l'économie distributive, il est probable que les tire-au-flanc et tous ceux qui ne pensent qu'à eux, même en effectuant un service social, ne recevront qu'un revenu minimum, mais décent, car les moyens le permettent. Et que, par contre, ceux qui sauront s'appliquer à ce que leur activité soit la plus utile et la plus appréciée possible, de même que tous ceux qui accepteront de se charger, même provisoirement, des tâches les plus rébarbatives et les moins gratifiantes, pourront, à leur demande, obtenir des revenus plus élevés.

Mais, encore une fois, il ne nous appartient pas de décider pour la nouvelle société. Notre propos est de nous battre **pour qu'elle en ait les moyens.**

M-L D.

** En particulier la série retraçant l'histoire de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'an dernier.*

Suite au numéro de la Grande Relève titrant "La crise en Bourgogne, comme ailleurs", une réunion de lecteurs du journal a eu lieu à Dijon le 8 décembre dernier. Ceux-ci ont été amenés à constater que les mutations en cours avaient besoin, pour se réaliser sans dommage, d'une transformation des mentalités pour comprendre que le binôme travail/salaire est une notion dépassée. Il faut qu'une association mobilise le besoin d'activité et de créativité de tous, fasse prendre conscience aux exclus du système capitaliste en crise qu'ils ont en eux des trésors et des aptitudes utiles à eux-mêmes et aux autres, et leur donne l'occasion d'expérimenter et de participer. Le but n'est pas l'enrichissement individuel par la prédation et l'exploitation de la force de travail de plusieurs, c'est d'apporter à tous l'aisance (assurance d'un logement et de nourriture, etc...), se dégager des urgences imposées par la nécessité de survivre afin que, libéré des conditions qui nous ravalent aux besoins animaux, notre esprit d'inventivité et de création puisse s'épanouir en dehors d'un système polarisé qui ramène tout à l'argent.

En fait, regarder ces phénomènes de paupérisation par le chômage, conséquence du machinisme géré par quelques-uns comme l'Alpha d'un moment crucial de notre destinée pour aboutir à l'Omega, explication et solution d'un drame où nous sommes tous impliqués.

Construction de l'estime de soi - ceci est-il concevable dans un système carcéral...? - développement personnel - sens du travail manuel - répondre aux besoins de connaissances (scolaires et ressourcement par la pratique manuelle/création, auto-organisation que vivent et connaissent bien les spécialistes de communautés de base pour un retour aux valeurs qui font la dignité de l'Homme et de sa compagne.

Mme J. Gandre-Defoive, Dijon

***

Après lecture de la réponse à la lettre de S.C. Vincennes (GR 928 p. 14) j'ai relu le contrat civique GR 901. Cette "construction intellectuelle" me parait bizarre, compliquée, contradictoire. Je suis de l'avis de Q7 et R7, elle ne m'a pas convaincu. Cette "société" ne serait-elle pas du genre Big Brother ? Ces "organismes locaux, régionaux" qui ouvrent des comptes et versent des revenus peuvent donc créer de la monnaie. Ces revenus de "citoyens mineurs (avec tuteur légal ?) de citoyens majeurs (avec supplément possible de revenu) de citoyens retraités sont en contradiction avec le revenu social égal pour tous. Pour occuper un poste, même subalterne, chaque postulant devra comparaître en débat public pour discuter de son travail et du revenu qu'il en attend. C'est donc que chacun pourra fixer son revenu (GR 928, p. 14) et page 15 je lis "le compte que chaque citoyen a dans UNE banque" Y aura-t-il donc plusieurs banques ?

P.H., Le Fenouiller

Réponse : Merci de toutes vos critiques sans concession. Si la démocratie économique qu'ouvre le contrat civique vous paraît "Big Brother", comment qualifiez-vous la mainmise des financiers sur toute l'économie ? Préférez-vous l'arbitraire de la création monétaire actuelle, par des banques et pour elles, c'est-à-dire pour en tirer un intérêt ?

Nulle part, il n'est question de citoyens majeurs et de citoyens mineurs.

Il est vrai que le contrat civique est proposé parce que le principe de l'égalité des revenus est rejeté. Il est faux qu'il implique que chacun pourra fixer son revenu.

De même, page 15, vous déformez ce qui est écrit : *"le compte que chaque citoyen a dans UNE banque"*. UNE n'est pas en majuscules et il est ajouté "*nouveau modèle*". Il est évident qu'on ne peut aller plus en détails dans le résumé.

M-L D.

***

Périodiquement, les médias font leurs choux gras de l'information avec le problème du financement des retraités, ces pelés, ces galeux par qui tout le mal de la Sécu arrive. Ça frise presque une sorte de racisme anti-retraités et ça me donne envie, à moi retraité "budgetivore" de leur écrire une méchante lettre, à ces dévots du libéralisme, dans laquelle je leur dirais : «Pourquoi, Messieurs, ne pas préconiser la solution finale d'extermination de tous les individus retraitables potentiels (y compris les patrons, les journalistes et les politiciens) et, sur cette lancée, tous les handicapés et incurables ? Cela ferait une drôle d'économie... qu'on pourrait utiliser pour fabriquer de l'armement dont on sait que l'utilisation produit des handicapés, des incurables, et évite la prolifération des chômeurs».

G.C., Cannes

***

A propos de l'article de Lucien "Notre société et les transports", GR n° 929 :

En construisant des autoroutes, en bétonnant et en bitumant, l'homme détruit le sol...M. Guillaume, ancien inspecteur de la Restauration des Sols du territoire de Safi (Maroc) disait : «La détérioration du climat suit la déchéance du sol, mais ne l'a pas précédée, ni provoquée. L'homme ruine les climats des déserts en ruinant les sols».

Un sol fertile, grâce à ses végétaux, son humus, aux racines des arbres, est à même de retenir une énorme quantité des eaux pluviales et de la restituer au fur et à mesure des besoins ; de plus, l'énergie solaire est utilisée correctement. L'autoroute accélère une plaie planétaire mortelle : l'érosion. L'autoroute est bien une forme de désertification, elle contribue grandement au dérèglement des climats dans tous pays. ... Faut-il attendre que toute la France soit sinistrée , ou toute l'Europe, pour comprendre enfin le rôle fondamental joué par un sol vivant, couvert de ses végétaux ?

P.M. ,Orchamps.

Au nom du Groupement Jurassien de Survie

Un constat :

L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science*** [1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services.
C'est ***ce qu'on appelle la crise*** [1]**.**

L'adaptation nécessaire

Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :

On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :

Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte que chaque citoyen a dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle n'est plus anonyme.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes [2] et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Evidemment, on ne peut atteindre cet objectif qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires.

→

———
1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

———
2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

Les mesures de transition :
Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique** [3] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités [4], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles. Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel.

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

M-L D.

3. voir notre N° 901

4. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

* *un livre plein d'humour :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco),

* *une petite brochure à diffuser :* **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**, par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F, franco).

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

* une brochure écrite dans le style d'une conversation, reproduisant le texte d'une conférence d'André PRIME (20 F, franco) :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

* un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions :

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS, (25 F franco).

◊ *Et maintenant une bande dessinée*

« ET SI ON CHANGEAIT? »

* redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco)

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.